

Entre réaction au déficit démocratique de l'Union et nouvelle offre politique, le vote contestataire sera au cœur des élections européennes de la fin mai

Triomphe du populisme européen ?

Du 22 au 25 mai, 380 millions d'électeurs dans les 28 pays de l'Union européenne (UE) sont appelés aux urnes pour désigner les 751 députés qui les représentent au Parlement de Strasbourg. Ce sera le premier scrutin européen après la crise de la dette en 2010 dans la zone euro, le test le plus sérieux qu'ait connu l'UE depuis sa fondation.

L'ensemble de l'Union a alors pris conscience de sa fragilité. L'intégration continentale est désormais une réalité tangible et les débats qui animent Bruxelles ou Strasbourg n'ont plus rien de byzantin. Dans ce nouvel espace politique, comment les Européens voteront-ils ? Si l'on peut espérer une plus faible intrusion des enjeux nationaux dans la campagne électorale, il faut cependant craindre que, face à l'euro-scepticisme, le populisme prospère. Les partis de cette mouvance pourraient bientôt occuper plus de 200 sièges au Parlement européen, contre 160 aujourd'hui, selon les projections du think tank Notre Europe-Institut Jacques Delors. De récents sondages indiquent que le Front national pourrait remporter vingt sièges, contre trois aujourd'hui.

Sensibilités hétéroclites

Les pronostics regroupent bien souvent sous le vocable « populiste » des formations de sensibilités différentes et hétéroclites. En effet, qu'ont en commun les Vrais Finlandais (droite autonomiste), le Parti de la liberté autrichien (FPÖ, extrême droite), la Syriza grecque (gauche radicale) ? On peut certes avancer une certaine méfiance envers l'Europe et les élites qui la gouvernent, mais, à vrai dire, cela reste trop flou. Le terme paraît indéfiniment extensible et sert aussi pour désigner de nouvelles formations, tels le Mouvement cinq étoiles (gauche radicale) en Italie et le parti anti-euro Alternative pour l'Allemagne (AfD), qui pourraient faire leur entrée au Parlement européen.

Gare donc à annoncer une « nouvelle vague populiste », figure obligée dès lors qu'il s'agit d'analyser toute percée électorale de ce courant. Il convient cependant de remarquer la réalité de son enracinement en Europe depuis le début des années 2000. Cette notion galvaudée de populisme,

me, qui prête à toute les surenchères, doit être employée avec attention si l'on ne veut pas tomber dans la démagogie.

Comment la définir, alors ? L'historien Pierre Rosanvallon estime qu'elle repose sur une « triple simplification » : le peuple est considéré comme une « masse unie », « définie par sa différence avec les élites » ; la démocratie représentative est associée à la corruption, la démocratie directe est citée comme le moyen devant permettre de refonder la légitimité ; enfin, l'identité, définie négativement par l'exclusion d'une partie de la population minoritaire, est pensée comme l'origine du lien social.

La montée de telles idées préfigure un nouveau retournement de la démocratie contre elle-même, comme elle le fit au XX^e siècle avec le totalitarisme. L'Europe, après la seconde guerre mondiale, avait pourtant été bâtie pour empêcher l'élection de dirigeants autoritaires. Aujourd'hui, les limites imposées à la volonté populaire sont considérées par les populistes comme le signe d'un accaparement du pouvoir par des élites non élues. La crise de la dette, qui a vu la Banque centrale européenne prendre un rôle de plus en plus important, a pu notamment alimenter ce sentiment.

Alors que cette élection s'apprête à révéler l'ampleur de cette colère, *Le Monde* a fait dialoguer deux intellectuels, l'essayiste anglo-néerlandais Ian Buruma et l'historien allemand Jan-Werner Müller. Le premier a longuement enquêté sur l'assassinat en 2004 du cinéaste et critique du multiculturalisme Theo Van Gogh. En employant un ton beaucoup moins acerbe que ce réalisateur, Ian Buruma s'est lui aussi montré attentif à pointer les contradictions du modèle d'immigration néerlandais. Il observe avec le même scepticisme l'Europe de Bruxelles, car l'Etat-nation doit rester selon lui l'instance de référence démocratique.

Jan-Werner Müller estime pour sa part qu'un affrontement vieux d'un siècle entre le peuple et les élites en Europe continue de se jouer devant nous. La voix du peuple se heurte toujours à la méfiance qu'elle suscite dans les institutions de pouvoir. Subsiste la tentation chez les élites de trouver des certitudes, hier idéologiques, aujourd'hui technocratiques. ■

MARC-OLIVIER BHERER



Ian Buruma

Né en 1951 à La Haye, Ian Buruma est professeur d'idées politiques et de journalisme au Bard College (New York). Il a débuté sa carrière journalistique en Asie, où il a collaboré à la *Far Eastern Economic Review*. Dans son essai *On a tué Theo Van Gogh : Enquête sur la fin de l'Europe des Lumières* (Flammarion, 2006), il revient sur l'assassinat, en 2004, de ce cinéaste néerlandais et se fait le chroniqueur des ratés du multiculturalisme, sans en produire une critique radicale. Il est également l'auteur de *Taming the Gods : Religion and Democracy on Three Continents* (Princeton University Press, 2012). Ian Buruma publie régulièrement des articles pour le *New Yorker* et la *New York Review of Books*.

Jan-Werner Müller

Né en Allemagne en 1970, Jan-Werner Müller est professeur de science politique à l'université de Princeton (New Jersey). Ses travaux portent sur l'histoire de la pensée politique au XX^e siècle, le libéralisme et ses critiques, ainsi que la construction de l'Europe. Il a participé en 1999 à la fondation du Bard College à Berlin. Jan-Werner Müller est l'auteur de *Difficile démocratie, les idées politiques en Europe au XX^e siècle* (Alma 2013), *Carl Schmitt, un esprit dangereux* (Armand Colin, octobre 2007). L'originalité de ses recherches a notamment été saluée par le philosophe allemand Jürgen Habermas.



Du rejet des élites à la xénophobie, anatomie d'un phénomène planétaire

Comment définiriez-vous le populisme ?

Jan-Werner Müller On affirme bien souvent que cette notion recouvre une trop grande diversité de phénomènes pour qu'il soit possible de la définir. Je ne suis pas d'accord. Tous les populismes se font une même conception morale de la politique : nous sommes les seuls, disent-ils, à pouvoir représenter le peuple véritable. Quiconque conteste cette revendication se voit immédiatement exclu du « peuple ». Le populisme récuse ainsi la possibilité d'une opposition légitime, mais aussi la diversité des sociétés contemporaines. Le refus du pluralisme qui découle de cette posture morale est donc la seconde caractéristique du populisme.

Le premier ministre hongrois, Viktor Orban, dirige le seul gouvernement populiste d'Europe. Il a reconquis le pouvoir en 2010 après l'avoir perdu huit ans plus tôt. Les propos tenus lors de sa défaite sont une parfaite illustration de ce qu'est le populisme. « *La nation ne peut pas être dans l'opposition* », disait-il. En d'autres termes, s'il était vrai sur le plan empirique que l'autre camp avait remporté l'élection, sur le plan moral, cependant, son parti était toujours au pouvoir.

Cette revendication à être les seuls représentants légitimes du peuple est également exprimée en France par le Front national ou, en Suisse, le parti de l'Union démocratique du centre (UDC).

Le mouvement Cinq étoiles en Italie est parfois présenté comme populiste, mais

je crois qu'il est trop tôt pour le caractériser ainsi. Son leader, Beppe Grillo, affirme : « *Nous voulons représenter 100 % des parlementaires*. » Il adopte ainsi une position populiste, car il laisse entendre que ses concurrents ne disposent d'aucune légitimité – ils feraient partie, selon lui, de ces élites corrompues et discréditées. Mais ces critiques adressées à la classe dirigeante italienne ne suffisent pas pour que l'on puisse qualifier ce mouvement de populiste, et sous-entendre qu'il puisse être dangereux. Il faudrait encore qu'il affirme l'unité du peuple.

Ian Buruma A la définition qui vient d'être proposée, j'ajouterais que je ne crois pas qu'il y ait un populisme spécifiquement européen, puisque son essor actuel est mondial. On le voit aux Etats-Unis avec le Tea Party, en Egypte avec les Frères musulmans, dans la Turquie du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, ou encore en Thaïlande. L'histoire de ces pays est différente, bien entendu, et donc le populisme s'y incarne de manière différente, les élites auxquelles ils s'opposent le sont aussi. Le phénomène reste cependant le même.

Son apparition s'explique en partie par les évolutions sociales et politiques permises par la démocratie. Prenons l'exemple de la Turquie. La population rurale, religieuse et moins instruite est désormais davantage capable de faire entendre sa voix qu'elle ne l'était sous le régime militaire et laïque. Ce qui est une bonne chose. Mais l'opposition au pluralisme est effective-

ment l'élément toxique. Un parti populiste parvient à rassembler la majorité des voix et, convaincu de représenter le peuple, estime pouvoir faire ce qui lui plaît en déniait toute légitimité à ceux qui s'opposent à son action. Ce que fit M. Erdogan lorsqu'il déclara en juin, à propos des manifestants de la place Taksim à Istanbul : « *Ce ne sont pas de vrais Turcs*. »

Ce type de discours place les progressistes dans une situation délicate. Que faire en effet ? La tentation peut effectivement être

La vindicte des populistes vise les représentants et les dirigeants qu'ils jugent, tous corrompus
Jan-Werner Müller

forte de renier vos idéaux démocratiques maintenant que votre parole est contestée. Prendre des mesures pour interdire ce parti peut sembler la solution à adopter.

Comment l'euro-scepticisme en est-il venu à définir les populistes ?

I. B. Dans mon pays d'origine, les Pays-Bas, Geert Wilders, qui était obsédé par le danger que représentait, selon lui, l'islam pour la civilisation occidentale, a en effet soudainement pris l'Europe en grippe. Mais il ne faut pas y voir une contradiction, car ces deux contentieux fonctionnent ensem-

ble. Lorsque des ouvriers se plaignent de la transformation de leur quartier sous l'afflux de populations immigrées, les élites bien-pensantes ont souvent tôt fait d'adopter un ton condescendant, en lançant des accusations de racisme et en évoquant bientôt les camps de la mort nazis.

Le silence imposé a permis à certains partis de se saisir de la tension entourant l'immigration, qui a été très mal gérée en Europe, pour en rendre responsables les élites bien-pensantes. Ce sont elles, après tout, qui ont vanté les mérites de l'immigration, du libre marché, et qui ont en outre promu le projet européen pour dépasser le nationalisme. Car si, à un match de football, on peut toujours se laisser aller à ce genre de chose, dans la vie politique, on doit aller au-delà de l'Etat-nation. Ce type de discours a ouvert un boulevard aux populistes.

J.-W. M. Il est vrai que le consensus construit depuis la seconde guerre mondiale à travers l'Europe s'appuie sur une méfiance envers la souveraineté populaire. Après 1945, l'une des leçons retenues, à tort ou à raison, est que le peuple peut élire un Hitler, un Parlement composé d'élus comme l'Assemblée nationale française peut confier le pouvoir au maréchal Pétain. Il faudrait donc imposer des limites à la volonté populaire en employant différents mécanismes. Les populistes ont pu y voir la volonté d'exclure le peuple.

Ce qui ne veut pas dire que le populisme cherche une plus grande légitimité démocratique, car une plus grande participation

citoyenne à la vie politique n'est pas nécessairement leur priorité. Le principe de représentation politique n'est plus contesté aujourd'hui par les populistes européens. Leur vindicte vise plutôt les représentants et les dirigeants, qu'ils jugent tous corrompus.

Le pouvoir technocratique, incarné notamment par la « troïka » (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international), et le populisme reposent d'ailleurs sur la même hypothèse : ils nous disent qu'une seule et unique politique est possible. Ce triumvirat insiste pour que le ratio d'endettement national ne dépasse pas les 60 % du produit intérieur brut. C'est ce que prescrivent les économistes, dit-elle, et il n'y a pas à en débattre. Les leaders populistes affirment pour leur part qu'il n'y a qu'une volonté populaire véritable et qu'ils en sont l'unique interprète.

Dire cela ne revient pas à assimiler euro-technocrates et leaders populistes. Mais à souligner leur égal rejet du débat. Le pluralisme démocratique qui autorise les désaccords est attaqué de toute part. Il est même possible que nous soyons entrés dans un cercle vicieux où le populisme et le discours technocratique se renforcent l'un l'autre.

I. B. L'Europe a pu en effet alimenter le populisme, notamment lorsqu'on a choisi d'ignorer le résultat négatif des référendums organisés en 2005 par les Pays-Bas

ou la France. Dans ses Mémoires, Jean Monnet, qui était un grand homme, ne cache pas ses doutes sur la démocratie, elle crée du désordre, se montre corrompue par l'intérêt personnel, elle laisse le débat s'éterniser plutôt que de permettre aux personnes capables d'agir : mieux vaut alors limiter la souveraineté populaire. L'Europe souffre donc d'un défaut de fabrication.

Cependant, bien que le populisme soit maintenant présent à travers l'Europe, nous ne sommes pas en 1930. Nous ne faisons pas face à une nouvelle vague fasciste. Les différents partis populistes jouent toujours le jeu de la démocratie, ils prennent toujours part aux élections. Marine Le Pen, par exemple, fait de son mieux pour se dissocier de l'héritage teinté de vichysme laissé par son père.

Laurent Fabius estimait en 1984 que « le Front national pose les bonnes questions mais apporte de mauvaises réponses ». Cette remarque vous semble-t-elle juste si on l'applique au populisme ?

I. B. Oui. Plusieurs des critiques adressées à l'Europe par les mouvements populistes sont justifiées. Il est en effet dangereux de miner la souveraineté des gouvernements nationaux démocratiquement élus. Je crois aussi que Bruxelles ressemble de plus en plus à une technocratie arrogante. Certains personnages capables d'humour ont surgi dans le débat public et ont porté ces critiques en adoptant une posture populiste, notamment dans mon pays. Je pense ici à Pim Fortuyn, qui a pu dire beaucoup de choses justes avant d'être assassiné en 2002. On peut le comparer à un bouffon capable de dire à la cour des vérités que l'on préfère taire.

Ce genre de personnage est cependant incapable de gouverner. Son rôle se cantonne dans l'opposition pour remuer les choses. C'est également le cas en Italie où le système politique est figé et où de nouvelles voix peuvent difficilement se faire entendre. Pour briser ce confortable entre-soi, il est important que des outsiders émergent.

J.-W. M. On a souvent dit que les populistes sont d'abord des contestataires qui ne cherchent pas à prendre le pouvoir ou que, s'ils y arrivaient, ils deviendraient alors plus modérés ou plus pragmatiques. C'est une possibilité. Mais à vrai dire, lorsqu'ils ont participé au pouvoir, ils n'ont pas toujours abandonné leur posture contestataire. Ils ont continué à s'en prendre aux « élites », car bien entendu celles-ci n'ont pas abandonné leur travail en coulisses. Hugo Chavez n'a jamais cessé de rendre les Américains responsables des problèmes rencontrés par le Venezuela.

Un autre phénomène a également pu être observé : les populistes une fois au gouvernement se montrent ouvertement clientélistes. C'est ce qui est arrivé en Hongrie. Bien entendu, seule une partie de la population profite de leurs largesses. On peut minimiser l'affaire en disant que les autres partis en font autant. Le populisme permet cependant de le faire ouvertement, car l'exclusion est au cœur de son discours.

On peut aussi affirmer que les populistes présents au Parlement européen ne représentent pas grand danger tant il est vrai qu'ils se contentent de jouer les démagogues devant une assemblée vide et qu'ils ne prennent pas part aux travaux des commissions où ils pourraient peser sur les décisions. Mais la possibilité de voir les idées populistes triompher représente un véritable risque qu'il ne faut pas minimiser.

I. B. Peut-être faut-il faire des distinctions. Beppe Grillo et Pim Fortuyn n'aspirent clairement pas au pouvoir. Peu avant sa mort, en 2002, Pim Fortuyn a failli être élu premier ministre et a été pris de panique. Il s'est mis en quête de quelqu'un pour le remplacer. Viktor Orban, en Hongrie, occupe pour sa part le gouvernement, il s'agit d'une tout autre posture. D'ailleurs, on remarquera qu'il s'abstient de tout comportement clownesque. Ce type de parti représente en effet un danger.

J.-W. M. Je ne nie pas qu'il y ait des situations où l'élite bien-pensante empêche le débat. Mais je ne crois pas que l'exemple de Beppe Grillo soit un bon exemple. Car le débat sur la situation de l'Etat italien et la dégradation de la vie politique à Rome était déjà lancé.

Peut-être faut-il être plus précis lorsque l'on affirme que ces gens brisent certains tabous. C'est une chose de parler du problème, mais la façon dont vous posez la question peut vous mener dans la mauvaise direction. Si je me souviens bien, dans les années 1980, le Front national employait des raccourcis dangereux en liant les mauvais chiffres du chômage à la présence d'immigrés en France. Poser le problème ainsi revient à avancer la solution – pour réduire le chômage, il suffirait que ces « étrangers » quittent le pays.

Je ne prétends pas pour autant qu'il

faillir faire taire ces critiques du pluralisme, car ce serait une négation du pluralisme. Il faut cependant faire attention aux concessions que vous êtes prêt à faire quant à l'utilité du discours populiste. On peut certes écouter ce que les représentants de cette mouvance ont à dire, mais attention à ne pas en déduire que les électeurs qui en sont proches pensent de même. Nicolas Sarkozy l'a pourtant fait et s'est dit qu'il suffisait de reprendre certaines idées du Front national pour en récupérer les électeurs.

L'adoption du mariage pour tous en France a vu se soulever une vague d'indignation religieuse. Au-delà de l'opposition à cette loi, comment expliquez-vous ce mouvement ?

I. B. Il n'est pas en soi propre à la France. On en a vu des exemples encore ailleurs dans le monde. La cause gay rencontre une opposition qui va jusqu'à la violence, notamment en Afrique ou en Russie. Aux yeux de certains, elle incarne ces « élites » urbaines contraires au pays réel.

J.-W. M. Au cours des dix dernières années, nous avons été contraints d'admettre que la religion représente une force politique plus grande que nous ne le pensions. Selon le cliché, son influence se limitait à certains pays, mais l'Europe y échappait largement. On pouvait croire en France que les divisions entre laïques et religieux avaient été dépassées, idem en Espagne. Mais soudainement, on voit l'Eglise catholique se mobiliser contre un gouvernement socialiste ; l'enjeu du jour est certes les droits des homosexuels, mais il réveille des divisions bien plus profondes que l'on croyait disparues.

Cette observation ne doit toutefois pas mener à la conclusion que l'on va vers un retour des conflits religieux. Plus simplement, c'est le rappel que nous ne sommes pas à l'ère postpolitique dont l'Union européenne aurait permis l'avènement, selon certains.

I. B. La mondialisation puis la crise économique ont alimenté le sentiment d'exclusion, ou d'abandon, qui touche une partie de la population qui participe aujourd'hui à ces mouvements populistes venus de la droite.

Mais ne nous laissons pas abuser, ces phénomènes ne sont pas nouveaux. La raison pour laquelle les mouvements populistes sont plus profondément enracinés qu'auparavant, c'est qu'il y a désormais davantage d'argent pour soutenir cette cause. C'est le cas en Turquie, mais aussi aux Pays-Bas. Une nouvelle classe d'entrepreneurs qui s'estime victime du snobisme de l'élite se montre prête à soutenir les partis populistes. L'Etat social est à leurs yeux un frein pour leurs affaires créé par ces technocrates éclairés qui les méprisent.

J.-W. M. Le populisme n'est pas en effet un phénomène qui ne touche que la petite bourgeoisie inquiète ou paranoïaque. Des parvenus, des gens qui ont réussi y adhèrent aussi. Leur succès a pour eux valeur d'exemple – si j'y suis arrivé, pourquoi pas les autres ? Pourquoi ne pas mettre en place des politiques qui encouragent le tra-

Je crois plutôt que Bruxelles doit davantage entendre les Parlements et les gouvernements nationaux
Ian Buruma

vail ? Le mouvement ultraconservateur du Tea Party en vient à associer deux groupes qui vivent selon lui aux crochets de la société : ceux qui ne produisent rien, tels les avocats et les artistes, et les plus défavorisés qui vivent des aides publiques.

Quelles orientations l'Europe doit-elle prendre pour défaire le populisme ?

I. B. Suivre un modèle fédéraliste et renforcer notamment le pouvoir du Parlement de Strasbourg ne me semblent pas une bonne idée. Je crois plutôt que Bruxelles doit davantage entendre les Parlements et les gouvernements nationaux.

Mais au-delà des institutions, il faut rappeler que l'offre idéologique pour faire face au populisme est particulièrement pauvre. D'une certaine manière, nous vivons toujours dans l'après-1989. Nous étions tous heureux de voir l'empire sovié-

tique s'effondrer, mais la gauche ne s'en est toujours pas remise. La débâcle du marxisme n'a pas seulement emporté le communisme et le socialisme, la social-démocratie est également touchée. Tout projet collectif a bientôt été associé au goulag. Le néolibéralisme est venu occuper ce vide en promouvant l'intérêt personnel et le libre marché.

J.-W. M. Certains mouvements, tels les « indignés » en Espagne ou Siriza en Grèce, et dans une certaine mesure le Front de gauche en France, parce qu'ils refusent de s'en remettre à la logique du libre marché telle qu'ils la perçoivent, imposée par Bruxelles, se trouvent accusés de populisme. La manœuvre vise bien entendu à les disqualifier ; alors que ce ne sont pas des populistes, leurs idées ne vont pas à l'encontre du pluralisme et ne se présentent pas sous la forme d'un impératif moral. Ces amalgames ne font que renforcer l'impression qu'il n'y a aucun espace pour le débat.

Cela étant dit, l'Europe s'apprête à vivre ses premières élections véritablement européennes, dans le sens où les enjeux nationaux ne seront pas les seuls à peser dans la campagne. Les citoyens européens ont pris conscience que l'UE n'est pas simplement cette bureaucratie qui décide de la taille des concombres et des bananes, mais qu'elle a de véritables effets sur nos vies. On sait maintenant que l'interdépendance entre les pays d'Europe est réelle. Même si le résultat risque bien de ressembler à celui des élections précédentes, où certains feront le choix d'envoyer des illuminés au Parlement, la raison pour laquelle ils le feront cette fois est différente. Leur cible n'est pas leurs dirigeants nationaux, mais l'Europe.

Pour cette raison, la composition de la Commission européenne devrait refléter les résultats du scrutin. L'idée que la démocratie européenne ne change rien, car l'austérité l'emportera de toute façon, pourrait ainsi être combattue. Un vote pour un socialiste devrait être un vote pour porter Martin Schulz à la présidence de la Commission européenne. On pourrait ainsi démontrer qu'il y a différentes orientations politiques possibles. Il y a

cependant un prix à payer.

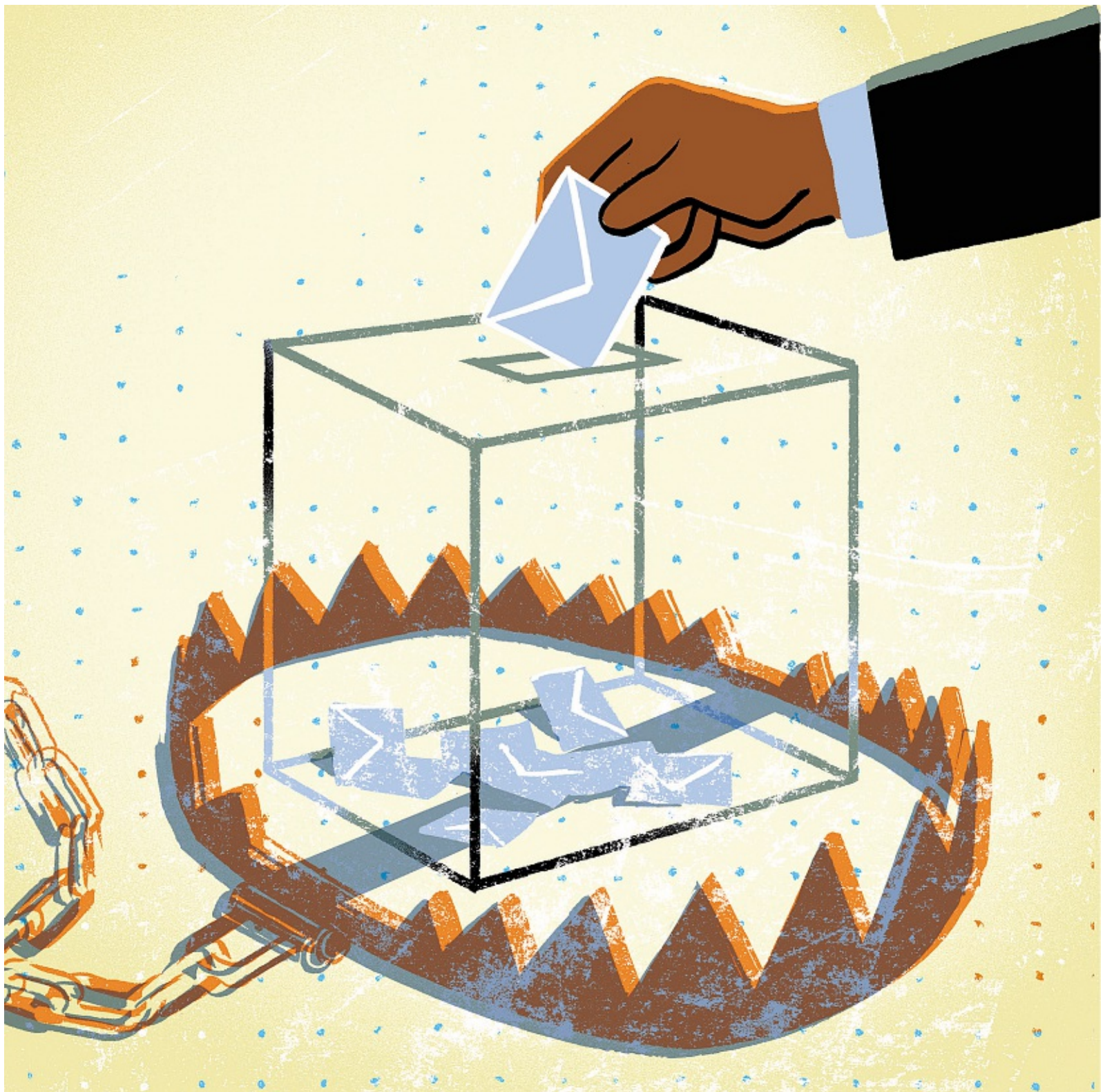
Jusqu'à présent, la Commission était une instance que l'on disait non partisane. Si l'on veut ainsi politiser la campagne européenne, il faudra accepter que les choses changent. Car, aujourd'hui, la Commission européenne peut rappeler à l'ordre les Etats membres et leur dire ce qu'ils doivent faire sur le plan économique ou politique. Si l'on politise davantage la Commission, une autre instance devra jouer ce rôle, sans quoi ses mises en garde seront perçues comme un geste à visée politique. Les populistes s'opposeront sans doute à cette nouvelle instance, mais c'est le prix à payer pour renforcer cette démocratie.

L'impasse parlementaire à Strasbourg est-elle possible si les partis populistes arrivent à former une alliance après les élections ?

I. B. Les critiques dont fait l'objet le Parlement européen de la part des partis populistes ne sont pas totalement infondées. Cette institution a besoin d'être secourue. Mais je ne crois pas qu'une alliance populiste est possible. Les différences sont trop grandes entre eux. Par exemple, le United Kingdom Independence Party (le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, UKIP) ne veut rien savoir du Front national ou de Geert Wilders. Former un groupe suffisamment important pour peser sur les activités du Parlement européen me semble hors de portée pour ces partis.

J.-W. M. Attention à la complaisance. Il est trop facile d'affirmer qu'une coalition internationale de nationalistes est impossible parce que contradictoire. Les partis populistes disposent d'une valeur autour de laquelle se rassembler, leur opposition à l'Europe. Ils peuvent même se dire favorables à l'Europe, si elle respecte davantage les différentes cultures nationales qui la composent. Par ailleurs, peut-être est-ce que, sans arriver à former une alliance, ils disposeront néanmoins d'un nombre suffisant de sièges à l'Assemblée pour contraindre les deux grands partis à former une coalition, ce qui servirait leurs objectifs à merveille : démontrer que les partis au centre sont identiques. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER



OLIVIER BALEZ